

M. Sergei ZIABLITCEV  
 N° F.N.E. : 0603180870

Nice, le 10/11/2021

**ARRÊTÉ**  
 portant maintien en rétention suite à demande d'asile

Le préfet des Alpes Maritimes  
 Chevalier de la Légion d'Honneur  
 Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment ses articles L. 611-1, L. 613-1, L. 711-2, L. 612-12, L. 612-1, L. 613-2 ; L. 612-2, L. 612-3, L. 612-5, L. 612-6, L. 613-2, L. 612-9, L. 612-8, L. 613-5, L. 612-7, L. 612-11, L. 612-10, L. 613-7, L. 613-8, L. 741-1, L. 744-1, L. 741-4, L. 751-9, L. 751-10, L. 741-7, L. 741-5, L. 741-4, L. 744-6, L. 751-1, L. 754-2, L. 754-3, L. 754-4, L. 754-5, L. 531-24, L. 531-29, L. 754-6, L. 754-7, L. 754-8.

VU la demande d'asile du 06/11/2021 présentée par M. Sergei ZIABLITCEV postérieurement à son placement en rétention administrative en vue de son éloignement ;

CONSIDÉRANT que M. Sergei ZIABLITCEV a introduit une demande auprès de l'OFPRO le 03/05/2018 ; que cette demande a fait l'objet d'un refus en date du 30/09/2019, notifié le 09/10/2019 ;

CONSIDÉRANT que par suite, M. Sergei ZIABLITCEV a introduit un recours auprès de la CNDA le 29/11/2019, contre la décision de l'OFPRO précitée ; que ce recours a fait l'objet d'une décision de rejet en date du 20/04/2021, notifié le 29/06/2021 ; que l'intéressé a introduit auprès de la CNDA une demande de rectification d'erreur matérielle, enregistrée par la cour comme ayant été introduit le 13/10/2021 ;

CONSIDÉRANT que M. ZIABLITCEV ne disposait plus, à compter de la décision de la CNDA, du droit à se maintenir sur le territoire français, et s'est vu notifié régulièrement par voie postale, à l'adresse déclarée à l'administration, une mesure d'éloignement en date du 21/05/2021 ;

CONSIDÉRANT que M. ZIABLITCEV a fait obstruction à l'exécution de sa mesure d'éloignement, notamment en refusant la prise de ses empreintes ; qu'il a été condamné par l'autorité judiciaire à une peine de 4 mois d'emprisonnement et à une peine complémentaire de 3 ans d'interdiction du territoire français ;

CONSIDÉRANT que M. ZIABLITCEV présente un comportement manifestement réfractaire à l'exécution de la mesure d'éloignement dont il fait l'objet ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que M. Sergei ZIABLITCEV ne présente pas de garanties de représentation suffisantes, en ce qu'il déclare des adresses différentes à l'administration :

- à Nice auprès de l'association Forum Réfugiés, dans le cadre de sa demande d'asile initiale du 03/05/2018 ;

*См. предыдущее решение 2-од. номер, где постановлено 16.11.2015 г. 31,  
 и в связи с этим решение.*

*10/11/21 (15h 31)*

- au Fuy-en-Velay dans le cadre de sa demande de rectification d'erreur matérielle auprès de la CNDA du 13/10/2021, adresse qui n'est par ailleurs justifiée par aucun élément probant ;

CONSIDERANT que l'intéressé ne produit par ailleurs aucun document d'identité en original et manifeste son opposition entière à être reconduit son produit d'origine ; qu'il présente un risque qu'il se soustraie à son éloignement ;

CONSIDERANT ainsi qu'il y a lieu dès lors de maintenir le placement en rétention dont il fait l'objet durant l'examen de cette demande et, en cas de décision de rejet ou d'irrecevabilité de celle-ci, dans l'attente de son départ ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** le placement en rétention administrative de M. ZIABLITCEV Sergei est maintenu.

Fait à Nice, le 10/11/2021

Pour le Préfet,  
Le chargé de mission "secours public"  
DRIM 4831

Manon BERTHODIER

- Si vous estimez devoir contester les présentes décisions (refus d'admission au séjour au titre de l'asile et/ou décision de maintien du placement en rétention administrative), vous avez la possibilité de former un recours administratif :

- soit un recours gracieux auprès du Préfet des Alpes-Maritimes - Direction de la réglementation et des libertés publiques- Service du contentieux du séjour et de l'éloignement, 147, boulevard du Mercantour, 06286 NICE Cédex 3.
- soit un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur - Direction générale des étrangers en France - place Beauvau 75800 PARIS CEDEX 08.

- Si vous entendez contester la légalité de ces décisions, vous avez la possibilité, dans un délai de deux mois, de former un recours devant la juridiction administrative par un écrit contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis. Une copie de la décision contestée devra être jointe à ce recours qui doit être enregistré au greffe du Tribunal administratif de Marseille.

Pris connaissance de la décision administrative et des voies et délais de recours.

Après lecture faite par :

- M. Sergei ZIABLITCEV
- l'agent notifiant
- l'interprète

Avec nous et en reçoit copie.

Notification faite à MARSEILLE (lieu) le 15/11/2021, à 11 heures 30

M. Sergei ZIABLITCEV  
(signature)

L'interprète  
(nom, signature)

L'agent notifiant  
(nom, qualité, signature, cachet)

Refuse de se présenter  
lorsqu'on rappelle  
servis le 16/11/21  
à 15h25

Interprète en langue

RUSSE  
0153261001 Via le  
truchement d'ISM

Interprétariat M/Mme DVAZT

D'APS PAF  
DÉPAR SUD  
Centre de Rétention Administrative  
Le Canot

Неподписавши ни документ. Предупреждение на русском, французском и английском языках.  
Канцелярия ВЭП получила уведомление на дату доставки. В результате нарушения  
репетиторские услуги.  
16.11.21, 15h 31  
2032. (15h 31)

**COUR NATIONALE DU  
DROIT D'ASILE**

**Secrétariat Général**

35 rue Cuvier

93558 Montreuil Cedex

Tél : 01 48 18 40 00

Recours FAX : 01 48 18 44 20

Mémoires, pièces, courriers FAX : 01 48 18 44 30

Demandes de renvoi FAX : 01 48 18 44 25

Communication de dossiers et accueil avocats FAX :  
01 48 18 44 22

Greffe ouvert du lundi au vendredi de  
9h00 à 12h00 - 14h00 à 16h30

Montreuil, le 26/10/2021

M. ZIABLITSEV SERGEI  
6 PLACE DU CLAUZEL APP 3  
43000 LE PUY EN VELAY

N° de votre recours : 21055716

(à rappeler dans toutes correspondances)

Monsieur SERGEI ZIABLITSEV c/ OFPRA

**ACCUSE DE RECEPTION D'UN RECOURS**

Lettre recommandée avec avis de réception

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que le **recours en rectification d'erreur matérielle** que vous avez formé a été enregistré\*, le 13/10/2021, au greffe de la Cour nationale du droit d'asile sous le numéro de recours : 21055716, **numéro que vous avez l'obligation de rappeler sur chaque pièce ou courrier que vous adressez à la Cour. Il ne sera ni renouvelé ni actualisé. Aucun duplicata ne sera délivré.**

Il est impératif d'**informer le greffe de la Cour de tout changement d'adresse.**

Après la réception de ce courrier, vous pourrez consulter l'intégralité de votre dossier en le demandant 48 heures à l'avance par télécopie (01 48 18 44 22) au greffe de la Cour.

Votre recours sera examiné :

- soit **en audience publique** devant une formation collégiale ou un magistrat statuant seul dans les conditions prévues par l'article L.532-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,
- soit par un magistrat qui statuera **par ordonnance** en application de l'article L.532-8 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, dans le cas où la demande ne présente aucun élément sérieux susceptible de remettre en cause la décision du directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Enfin, si vous avez besoin d'explications ou de renseignements complémentaires, vous pouvez écrire à la Cour ou téléphoner au 01 48 18 41 81.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Secrétaire général,  
par délegation



\* Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi du dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président de la Cour.

# Re: Recours № 21055716 - le caractère suspensif de la procédure de réexamen devant la CNDA

**AG**

**AUBER Guillaume**

guillaume.auber@cnda.juradm.fr

24 ноя в 11:24

Вам

:

bormentalsv@yandex.com

Язык письма — французский. Перевести на русский?

Перевести

Monsieur,

...

Sur votre dernier point : votre demande d'aide juridictionnelle du 10 juillet 2021, adressée au bureau d'aide juridictionnelle près la Cour du droit d'asile, est en cours d'instruction. Cet avocat ne prendra, en tout état de cause, en charge que le recours en correction d'erreur matérielle portée devant notre juridiction, à l'exclusion de toute autre procédure.

Cordialement,

The screenshot shows the Yandex 360 email interface. At the top, there is a search bar and navigation icons for 'Почта', 'Диск', 'Телемост', 'Календарь', and 'Ещё'. A notification banner for 'cloud-ecos.com' is visible. The email header shows the subject 'Re: Recours № 21055716 - le caractère suspensif de la procédure de' and the sender 'AUBER Guillaume' with email 'guillaume.auber@cnda.juradm.fr' and phone '508/11069'. The recipient is 'bormentalsv@yandex.com'. The email body contains the text from the previous blocks. On the right, there is a 'Письма на тему' section with a list of related emails. The interface is in Russian.

Sur votre dernier point : votre demande d'aide juridictionnelle du 10 juillet 2021, adressée au bureau d'aide juridictionnelle près la Cour du droit d'asile, est en cours d'instruction. Cet avocat ne prendra, en tout état de cause, en charge que le recours en correction d'erreur matérielle portée devant notre juridiction, à l'exclusion de toute autre procédure.

Cordialement,



**Guillaume AUBER**  
Chef du service de l'accueil  
des parties et des avocats

Cour nationale du droit d'asile  
35 rue Cuvier  
93100 Montreuil

**De :** Сергей Зяблицев [<mailto:bormentalsv@yandex.com>]

**Envoyé :** lundi 22 novembre 2021 14:14

**À :** AUBER Guillaume <[guillaume.auber@cnda.juradm.fr](mailto:guillaume.auber@cnda.juradm.fr)>

**Objet :** Recours № 21055716 - le caractère suspensif de la procédure de réexamen devant la CNDA





MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**ATTESTATION DE DEMANDE D'ASILE**  
**PROCEDURE NORMALE**  
 Première demande d'asile



Identifiant : 0603180870  
 Nom : ZIABLITSEV  
 Nom d'usage :  
 Prénoms : SERGEI  
 Sexe : Masculin  
 Situation familiale : Marié(e)  
 Né(e) le : 17/08/1985 à KISELIOV, URSS  
 Nationalité : russe  
 Adresse :  
 Cosi 5257 Cs 91036  
 111 Boulevard de la Madeleine  
 06000 NICE

Signature du titulaire

Chez :  
 SPADA de Nice - Forum Réfugiés

Nombre d'enfants présents : 2  
 Nom : ZIABLITSEV  
 Prénoms : Egor  
 Sexe : Masculin  
 Né(e) le : 28/01/2017 à Balashiha Moscovskaga Oblast, RUSSIE  
 Nationalité : russe  
 Nom : ZIABLITSEV  
 Prénoms : Andrei  
 Sexe : Masculin  
 Né(e) le : 22/06/2015 à Balashiha Moscovskaga Oblast, RUSSIE  
 Nationalité : russe

Délivrée par : Préfecture des Alpes-Maritimes  
 Le : 13/01/2021  
 Valable jusqu'au : 12/07/2021  
 Date de premier enregistrement en guichet unique : 11/04/2018  
 Statut : En renouvellement

Cachet et signature de l'autorité

Pour le Préfet,  
 La secrétaire administrative  
 de pôle asile  
 EP110 4512  
  
 Angélique BARTOLO



VICTIME :

Le 24/11/2021

M. ZIABLITSEV SERGEI

- Demandeur d'asile privé de tous les moyens de subsistance par les crimes des fonctionnaires de la France depuis de 18.04.2019  
<https://u.to/bCSBGw>  
<http://www.controle-public.com/fr/Droits>
- Président de l'association «CONTRÔLE PUBLIC»  
n° W062016541  
Site : [www.contrôle-public.com](http://www.contrôle-public.com)  
[controle.public.fr.rus@gmail.com](mailto:controle.public.fr.rus@gmail.com)
- détenu arbitrairement le 23.07.2021 au but de mesure d'éloignement n°21-2032,  
<https://u.to/bxePGw>
- placé arbitrairement dans la maison d'arrêt de GRASSE le 3.08.2021 dans le cadre de la mesure d'éloignement n°21-2032  
<https://u.to/nG6ZGw>
- placé arbitrairement le 5.11.2021 dans le CRA de Marseille-la Cannelle dans le cadre de mesure d'éloignement n°21-2032 = n°21-2944  
<https://u.to/bxePGw>  
Adresse pour correspondances :  
[bormentalsv@yandex.ru](mailto:bormentalsv@yandex.ru)  
[controle.public.fr.rus@gmail.com](mailto:controle.public.fr.rus@gmail.com)

CONTRE :

Le préfet du département des Alpes-Maritimes

M. Bernard GONZALEZ

**Le tribunal judiciaire de Marseille**

Au juge de la liberté et de la détention

N° FNE : 0603180870  
Mesure d'éloignement n°21-2032 du  
23.07.2021 - **suspendue**

Mesure d'éloignement n°21-2944 du  
5.11.2021 **nulle**

Procédure devant la CNDA N°21055716 **suspensive**

## Recours contre l'arrêté préfectoral du 10.11.2021 de maintien en rétention.

### I. ФАКТЫ

- 1.1 С 20.03.2018 я являюсь просителем убежища во Франции. При регистрации заявления о предоставлении убежища в префектуре я указал язык, на котором буду пользоваться своими правами в рамках процедуры прошения убежища – русский. Однако, префект игнорирует систематически свою обязанность предоставлять мне решения на языке, который я понимаю.
- 1.2 Я как законопослушный человек полностью соблюдаю закон. Однако, в связи с его нарушением представителями власти Франции я лишен свободы с 23.07.2021 в **преступных целях запрещенной законом высылки** в тюрьму России, где установлена система пыток и скрытых убийств. То есть самого запрета высылки достаточно, чтобы не лишать меня свободы.
- 1.3 05.11.2021 префект вынес сфальсифицированное постановление о помещении меня в центр административного задержания, на что закон ему полномочий не предоставлял, так как мое досье просителя убежища содержит доказательства моего права на защиту и запрет высылки.

Это постановление мне не было вручено надлежащим образом и я случайно о нем узнал от сотрудницы «Форума беженцев» в центре задержания 6.11.2021.

7.11.2021 я обжаловал постановление и действие префекта судье по свободе и задержанию суда Марселя

<http://www.controle-public.com/gallery/Ap7.11.pdf>

8.11.2021 судья вынесла решение об отказе мне в моей жалобе и удовлетворила ходатайство префекта о продлении моего задержания.

<http://www.controle-public.com/gallery/JLD8.11.pdf>

Решение мне было вручено на французском языке, не переведено, что фактически доказывает его невручение по смыслу вручения и правовым последствиям.

Решение №1112/2021 <http://www.controle-public.com/gallery/JLD8.11.pdf>

9.11.2021 я подал апелляцию, обосновав нарушение моих прав на справедливое судебное разбирательство и на получение решения суда

<http://www.controle-public.com/gallery/Ap9.11.pdf>

Впоследствии апелляционная инстанция меня не уведомляла о процедуре рассмотрения моей апелляции, не реагировала на мои запросы.



Поскольку решение суда не может вступить в законную силу пока апелляция не рассмотрена, то я лишен свободы в центре задержания на основании не вступившего в силу решения суда от 8.11.2021.

- 1.4 16.11.2021 сотрудник канцелярии центра административного задержания мне выдал постановление префекта от 10.11.2021 **на французском языке**. Переводчик по телефону мне сообщил, что я буду находиться в центре задержания в рамках процедуры в ОФПРА. Это все, что было разъяснено переводчиком. Но постановление содержит 2 листа текста, предназначенных для меня : речь идет о лишении свободы и я должен знать **основания для такого решения и иметь право их обжаловать**.

Мне совершенно непонятно на каком ЗАКОНЕ основаны действия префекта, на что он ссылается в своем решении. Мне также не был разъяснен порядок обжалования такого постановления префекта.

2. Об обязанности вручать решения на понимаемом иностранцем языке

ДИРЕКТИВА 2013/33/ЕС Европейского парламента и Совета от 26 июня 2013 года, устанавливая стандарты приема лиц, ищущих международной защиты (recast)

Статья 9. Гарантии для задержанных заявителей

4. Заявители, под стражей, незамедлительно информируются в **письменной форме на языке, который они понимают** или которые они могут разумно понимать, **об основаниях для задержания и процедурах обжалования решения о задержании**, предусмотренных национальным законодательством, а также о **возможности обращения за бесплатной юридической помощью и представительством**.

Статья 10 Условия содержания под стражей

5. Государства-члены ЕС должны обеспечить, чтобы заявители, которые находятся под стражей, систематически **получали на языке, который они понимают или могут разумно ожидать понимания, информацию**, разъясняющую правила, применяемые в центре содержания под стражей, **и излагающую их права и обязанности**. Государства-члены ЕС могут отступать от этого обязательства в должным образом обоснованных случаях и в течение разумного периода времени, который должен быть как можно более коротким, в случае, если заявитель задержан на пограничном посту или в транзитной зоне. Это отступление не применяется в случаях, указанных в Статье 43 Директивы 2013/32/ЕС.

Итак, префект М. GONZALEZ систематически **ВСЕГДА** вплоть до ноября 2021 нарушает международные нормы права и гарантированные ими права.

*"Уведомление" - это формальность, посредством которой лицо официально информируется о содержании акта, участником которого оно не*

было (см. "уступка дебиторской задолженности", включая уступку аренды), или посредством которой ему или ей направляется уведомление, или посредством которого его вызывают в суд, или, наконец, посредством которого ему или ей **сообщается о содержании судебного решения. Уведомление о судебном решении приводит к истечению сроков подачи апелляции**».

Но префект не проинформировал меня должным образом о **сути** своего постановления, потому что он должна вручить его мне на русском языке, а тем более в месте лишения свободы.

« ... способ **доведения решения до сведения** стороны по делу должен обеспечивать возможность проверки факта передачи решения стороне по делу, а также даты его передачи ( ... ) **"(§ 46 решения от 26.01.17 по делу "Иванова и Ивашова против РФ")**».

"Статья 6 Конвенции не может пониматься как содержащая гарантию того, что стороны будут уведомлены каким-либо особым образом, например, заказным письмом (Bogonos V. Russia (Dec.), № 68798/01, 5 февраля 2004 года). Тем не менее, способ доведения судебного **решения до сведения стороны** должен позволить проверить **передачу решения стороне**, а также дату его передачи (Сухорубченко против России, № 69315/01, §§ 49-50, 10 февраля 2005 г., и Стряк против Украины, № 72269/01, § 39, 8 ноября 2005 г.). **"(§46 Постановления ЕСПЧ от 7.11.2017 г. по делу "Чередиченко и другие против России" »**

« ( ... ) Таким образом, задача суда состоит в том, чтобы установить **момент**, когда заинтересованные лица действительно могли **ознакомиться с решениями суда в их полном варианте**». » **(§67 там же)**

« Суд подтверждает свою позицию, согласно которой до подачи апелляции стороны должны иметь **возможность изучить полный текст решения** (пункт 66 выше), что было бы невозможно, если бы единственным источником знаний было **прочтение вынесенного решения судом** ». **(§68 там же)**

"( ... ) суд решил, что не уведомление **о тексте решения заявителя** лишил его права доступа к апелляционной инстанции. Он приходит к выводу о нарушении пункта 1 статьи 6 Конвенции в отношении права заявителя на доступ к " **(§75 там же)**

« Суд отметил, что преобладающая часть этого срока касается рассмотрения гражданского дела заявителя первой инстанцией и подчеркивает, что разбирательство в первой инстанции **может считаться завершенным только в тот момент, когда сторона, участвующая в разбирательстве, имеет возможность ознакомиться с письменным текстом мотивированного решения ...** » **(§ 62 Постановления от 1.04.2010 в деле « Georgiy Николаевича Михайлова v. Russia », также §15,17 Постановления «**

*Soares Fernandes v. Portugal » от 8.04.2004 (requête №59017/00),  
Постановлении « Sukhorubchenko v. Russia » от 15.01.2004 (жалоба  
№69315/01).*

"Статья 6 Конвенции не может пониматься как содержащая гарантию того, что стороны будут уведомлены каким-либо особым образом, например, заказным письмом (...). Однако способ доведения судебного решения до сведения какой-либо стороны должен **позволить проверить передачу решения стороне**, а также дату его передачи » (§ 46 Постановления от 10.02.2005 « Soukhoroubtchenko c. Russie », № 69315/01)

"Суд отмечает, что в данном случае, в соответствии со статьей 1969 Гражданского кодекса, срок подачи всех видов исков начинается, если не предусмотрено иное, в тот день, когда может быть подан иск (пункт 23 выше) » (§34 Постановления от 25.01.2000 г. по делу *Мирагал Эсколано и другие против Испании*).

"( ... ) Тем не менее, рассматриваемые правила или их применение не должны препятствовать тому, чтобы лицо, подающее иск, использовало доступные средства правовой защиты... Однако представляется маловероятным, чтобы заявителям было известно в то время о каком-либо решении... срок подачи апелляции может начинаться **только со дня**, когда тот, кто подаст апелляцию, сможет **действовать обоснованно**; ... Таким образом, решение о кво должно было быть принято при уведомлении о решении, то есть в тот момент, когда сторона может принять меры.» (§36 *ibid*)

« Вопрос, относящийся к принципу правовой определенности, заключается не в простом толковании обычной законности, а в необоснованном толковании процессуального требования, которое помешало рассмотрению существа иска о компенсации, что привело к нарушению права на эффективную защиту судами и судами. Право на подачу иска или обжалование должно осуществляться **с того момента, когда заинтересованные лица могут действительно узнать о судебных решениях**, которые возлагают на них бремя или могут нанести ущерб их законным правам или интересам. В противном случае суды и суды могли бы, отложив уведомление о своих решениях, существенно сократить сроки подачи апелляций или даже сделать любые средства правовой защиты невозможными. Уведомление как акт сообщения между судебным органом и сторонами служит для распространения информации о решении суда, а также **основаниях, которые его мотивируют**, если это необходимо, чтобы стороны могли прибегнуть к нему». (§ 37 *там же*)

**ВЫВОД:** префект не уведомил меня о постановлении от 10.11.2021 должным образом, то есть на русском языке, что влечет **юридическую ничтожность данного постановления и незаконность лишения меня свободы.**



"Комитет принимает к сведению **неоспоримое** утверждение автора о том, что он **не смог эффективно и результативно осуществить свое право на обжалование** в соответствии с пунктом 5 статьи 14. ... право на пересмотр обвинительного приговора **требует**, чтобы осужденное лицо имеет право доступа к должным образом **обоснованному письменному** решению суда и другим документам, таким как судебные протоколы, которые **необходимы** для **эффективного** осуществления права на апелляцию (...). **В отсутствие обоснованного решения, доклада** или даже перечня использованных доказательств автор не получил в данном случае **необходимых** средств для **надлежащей** подготовки апелляции" (пункт 7.2 соображений Комитета по правам человека от **24.07.14 по делу Герт Ян Тиммер против Соединенного Республики Казахстан. Нидерланды**).

«Однако право на эффективную судебную защиту означает, что стороны гражданского судопроизводства имеют право **подать жалобу с момента** их фактического информирования о решении суда, которое может нарушить их права или законные интересы (...). **считая, что заявитель не имел** возможности принять к сведению **обоснованное решение окружного суда до 4 сентября 2003 года (см. 35 настоящего решения)**, поэтому он не имел эффективного **права на** обжалование решения до этой **даты**. (Постановление ЕСПЧ от **01.04.10 по делу «Георгий Николаевич Михайлов против Российской Федерации»**)

«По мнению Европейского Суда, тот факт, что заявитель не имел возможности **изучить текст решения** Суда первой инстанции до подачи своего заявления в кассационную инстанцию, трудно согласовать со статьей 6 Конвенции, которая в соответствии с практикой Европейского суда провозглашает: как принцип, связанный с надлежащим отправлением правосудия, требование о том, что решения суда должны **в достаточной мере определять причины, по которым они были вынесены...**» **(там же)**

« Функция и назначение п. 1 статьи 35 Конвенции о защите прав человека и основных свобод должна быть получена как можно лучше при расчете шестимесячного срока с даты внесения решения в письменной форме в случаях, когда заявитель в соответствии с национальным законодательством имеет право на получение, ex officio, копии окончательного решения, не имеет значения, было ли оно оглашено» **(Решение ЕСПЧ по делу «Соареш Фернандес против Португалии» от 8.04.2004 (Жалоба No 59017/00), §15 и 17; Решение по делу «Сухорченко против России» от 15.01.2004 (Жалоба No 69315/01).)**

Постановление ЕСПЧ от 26.04.17 по делу «Иванова и Ивашова против России»  
<https://hudoc.echr.coe.int/rus#%7B%22itemid%22:%5B%22001-170882%22%7D>

43. Кроме того, право на суд подразумевает право на получение надлежащего уведомления о судебных решениях, в частности в случаях, когда апелляция должна быть подана в течение определенного периода времени (...).

44. Нормы о сроках подачи иска призваны обеспечить надлежащее отправление правосудия и, в частности, соблюдение принципа правовой определенности. Заинтересованные стороны должны ожидать, что эти правила будут применяться. Однако соответствующее законодательство или его применение не должны препятствовать тому, чтобы лицо воспользовался доступным средством правовой защиты (...).

45. Право на иск или обжалование должно осуществляться с момента, когда заинтересованные лица могут фактически заслушать судебные решения, которые возлагают на них бремя или могут ущемить их права или законные интересы. **Если иное, то суды и трибуналы могли бы, задерживая уведомление о своих решениях, существенно сократить сроки подачи апелляций или даже сделать невозможным любое обжалование.** Уведомление, как акт общения между судебным органом и сторонами, служит **для ознакомления с решением суда**, а также основаниями, на которых оно основано, если это необходимо, чтобы позволить сторонам иметь регресс (...).

46. Статья 6 Конвенции не может быть истолкована как включаю гарантию для сторон быть уведомленными определенным образом, например, заказным письмом (...). Однако способ, которым решение суда доводится до сведения стороны, должен позволить проверить вынесение решения стороне и дату такого вынесения (...).

55. Суд далее отмечает, что Правительство не предоставило информацию о возможной системе уведомления сторон, чтобы сообщить им, что окончательный текст был доступен в Секретариате. В настоящем деле заявительнице приходилось регулярно спрашивать Секретариат о наличии этого текста, и каждый раз, когда ей отказывали, она обращалась к Председателю Суда с письменными просьбами о доступе к ее гражданскому делу (см. пункты 15 и 16 выше). **Кроме того, не получив полного текста через месяц после судебного заседания, 18 марта 2014 года, заявитель подал краткое апелляционное заявление, чтобы не превысить срок для апелляции** (см. пункт 19 выше).

56. Поэтому Суд считает, что заявитель предпринял все разумные шаги для получения полного текста решения и обжалования в установленные сроки (...).

57. Суд считает, что, отклонив апелляцию заявительницы как неуроченную, национальные суды дали жесткое толкование национального законодательства, которое имело своим следствием возложение на заявительницы обязательства, которое она не была в состоянии выполнить, даже если она проявила особую осмотрительность. Требовать, чтобы апелляция была подана в течение

одного месяца с даты, когда полная копия решения была сделана секретариатом суда, можно поставить истечение этого срока в зависимость от элемента, который полностью выходит за рамки полномочий лица. **Поэтому он считает, что право на апелляцию должно осуществляться с того момента, когда заинтересованное лицо может фактически заслушать решение суда в полном объеме (...).**

58. Принимая воспринял серьезность наказания, наложенного на заявителя за несоблюдение рассчитанного таким образом срока, Суд считает, что оспариваемая мера не была соразмерна цели обеспечения правовой определенности и разумного отправления правосудия. Соответственно, Суд находит нарушение пункта 1 статьи 6 Конвенции в свете права заявителя на доступ к суду.

В настоящий момент у меня **имеется процедура в CNDA**, то есть я **легально нахожусь на территории Франции**, мне префект **обязан выдать** документ о временном проживании, а ОФИИ должно обеспечить пособие и жилье (приложение 1)

- Статья L 542-1 Кодекса о въезде и проживании иностранцев и просителей убежища

« Свидетельство, выданное в соответствии со статьей L. 532-1 после подачи ходатайства о предоставлении убежища во Французское управление по защите беженцев и лиц без гражданства, является **временным видом на жительство и может быть продлено до тех пор, пока Управление и, при необходимости, Национальный суд по вопросам убежища не примут решение** ».

- Статья L541-3 Кодекса о въезде и проживании иностранцев и просителей убежища

« без ущерба для положений статей L. 753-1-L. 753-4 и L. 754-1-L. 754-8, когда иностранец, ходатайствующий о регистрации ходатайства о предоставлении убежища, до подачи своего ходатайства являлся **объектом решения о высылке, принятого в соответствии с томом VI, последнее не может быть приведено в исполнение до тех пор, пока иностранец пользуется правом оставаться на территории Франции, в соответствии с условиями, изложенными в статьях L. 542-1 и L. 542-2.** »

Вывод: в соответствии с ходатайством о продлении срока действия удостоверения лица, ищущего убежища, от 10.07.2021, 16.10.2021, 29.10.2021 до принятия решения Национальным судом по вопросам убежища, я **нахожусь в правовом положении**, а постановление префектуры противоречит закону.

- Статья R532-68 Кодекса о въезде и проживании иностранцев и просителей убежища

«Если решение Национального суда по вопросам убежища омрачено **ошибкой**, которая могла повлиять на решение по делу, **заинтересованное лицо может поставить вопрос**



## о пересмотре решения перед судом»

- Статья R532-69 Кодекса въезда и проживания иностранцев и лиц, ищущих убежища

« Беженец, к которому применена одна из мер, предусмотренных в статьях 31, 32 и 33 Женевской конвенции от 28 июля 1951 года, может подать заявление в Национальный суд по праву на убежище в течение срока, установленного в статье L. 532-4, и одним из способов, перечисленных в приказе министра юстиции и министра, ответственного за предоставление убежища, в котором в заявлении заявителя, поданного в статье R.532-8.этого кодекса, указывается его имя, фамилия, дата и место рождения, гражданство и место жительства. К нему прилагается копия оспариваемой меры и копия решения, которым Французское управление по защите беженцев и апатридов поставило ее под свою защиту.

Заинтересованное лицо излагает в своем заявлении фактические и правовые обстоятельства, которые, по его мнению, исключают исполнение меры, которой он подвергается таким образом ».

«Суд удовлетворен тем, что заявители могут утверждать, что не было никаких гарантий того, что их ходатайства о предоставлении убежища **будут серьезно рассмотрены белорусскими** властями и что их возвращение в Сирию может нарушить **статью 3 Конвенции**. Оценка этих претензий должна была проводиться польскими властями, **действующими в соответствии со своими процедурными обязательствами по статье 3 Конвенции**. Кроме того, польское государство было обязано **обеспечить безопасность заявителей, в частности**, позволив им оставаться под польской юрисдикцией до тех пор, пока их **заявления** не будут должным образом рассмотрены **компетентным национальным органом**. Учитывая абсолютный характер права, гарантированного статьей 3, объем этого обязательства **не зависел от того**, имелись ли **у заявителей документы**, разрешающие им пересекать польскую границу, или же они были законно допущены на польскую территорию на других основаниях (см. *M.K. and Others v. Poland*, упомянутое выше, § 178)» (**§ 64 решения ЕСПЧ от 08.07.21, в «D.A. and Others v. Poland»**)

« Кроме того, что касается норм международного права, касающихся запрещения принудительного возвращения, то важно отметить, что в комментариях к статье 6 проектов статей Комиссии международного права указывается, что понятие беженца **охватывает** не только беженцев, законно въезжающих на территории высылającego государства, но и любое лицо, которое **находясь незаконно на этой территории**, подал заявление о признании статуса беженца, **пока это заявление находится на рассмотрении**. (...) » (**§179 Постановления ЕСПЧ от 13.02.2020 по делу «N.D. и N.T. с l'Espagne»**)

**Исходя из смысла** статей 31, 32 и 33 Женевской конвенции и приведенных норм внутреннего права, а также здравого **смысла**, данная процедура носит **приостанавливающий характер**.

Это доказывает, что префект нарушил законы, отказывая в выдаче удостоверения просителя убежища (*не выполняет закон*) и применяя меру высылки 5.11.2021 **во время апелляции в CNDA** (*превышение полномочий*), что создает риск для меня быть подвергнутым смерти, пыткам, бесчеловечному обращению в российских тюрьмах в связи с вынесением в 2018 году российским судом приговора к тюремному заключению, которое префект также скрывает в своем приказе (*фальсификация приказа*) (*статьи 432-2, 433-12, 441-4 УК*).

В результате префект департамента г-н В. GONZALEZ совершает злоупотребление властью и превышение власти, потому что:

- 1) он обязан знать законы и правильно их применять – это часть его служебных обязанностей. Итак, он намеренно прекратил действие закона
- 2) приостанавливающий характер процедуры в CNDA ему объяснил Административный суд Ниццы еще в 2019 году

Постановление Ницкого суда от 31.12.2019 <https://u.to/JJ69Gw>

а также я **многokrатно** в заявлениях с 10.07.2021 со ссылкой на *Соображения Комитета по правам человека от 14 декабря 19 года* по делу «ММ с. Danemark » :

« ... Если дело должно быть пересмотрено, выезд из страны приостанавливается до окончания нового слушания. Комиссия также назначает адвоката, представляющего просителя убежища» (*пункт 6.3 Соображений Комитета по правам человека от 14 декабря 19 года по делу «ММ с. Danemark »*).

В коррупционных целях, а также по причине личной ненависти ко мне как к личности и как к правозащитнику, префект заменил мои права на достойный уровень жизни тюремным и административным заключением. При этом он умышленно нарушает законы, злоупотребляя влиянием, в том числе, на судебную власть в департаменте.

## II. ТРЕБОВАНИЯ

Согласно

- Кодексу о въезде и проживании иностранцев и праве на убежище
- Европейской конвенции о правах человека
- Протоколу 4 к Европейской конвенции о правах человека
- Всеобщей декларации прав человека
- Международному пакту о гражданских и политических правах
- Конвенции о статусе беженцев
- Конвенции против пыток

- Европейской хартии основных прав
- Кодексу административной юстиции
- Директиве (ЕС) No 2013/33/ЕС Европейского парламента и Совета от 26 июня 2013 года
- Директиве 2013/32/ЕС Европейского парламента и Совета от 26 июня 2013 года об общих процедурах предоставления и отзыва международной защиты
- Приведенной практике ЕКПЧ

Я прошу

1. **НАЗНАЧИТЬ** адвоката и русско-французского переводчика, так как я лишен незаконно средств существования.
2. **НЕМЕДЛЕННО ПРИКАЗАТЬ** освободить меня, просителя убежища с 2018, так как я законно нахожусь на территории Франции весь период на основании процедуры в CNDA, которая в ходе разбирательства, а также в связи с **юридической ничтожностью постановления префекта от 10.11.2021** и процедуры уведомления о нем.
3. **ОТПРАВИТЬ** решение суда мне на русском языке по электронной почте [bormentalsv@yandex.ru](mailto:bormentalsv@yandex.ru); [controle.public.fr.rus@gmail.com](mailto:controle.public.fr.rus@gmail.com)

### III. ПРИЛОЖЕНИЯ

1. Постановление префекта от 10.11.2021
2. Уведомление CNDA о регистрации жалобы 13.10.2021
3. Свидетельство просителя убежища

М. ЗЯБЛИЦЕВ Сергей/ ZIABLITSEV Sergei

